

Rwanda / Mitterrand - La France agira sans attendre

Reuters, 18 juin 1994

PARIS, 18 juin, Reuter - Le président François Mitterrand a déclaré samedi que l'envoi par la France d'une "force de protection humanitaire" au Rwanda était imminente et que des pays africains avaient donné leur accord pour s'y associer.

Au cours d'un discours à l'Unesco, il a assuré que c'était "désormais une affaire d'heures et de jour". "Deux ou trois pays africains ont répondu favorablement, j'attends encore une réponse ferme de pays européens", a-t-il dit.

"Quoi qu'il en soit, nous le ferons. Chaque heure compte", a expliqué le chef de l'Etat français.

Il a réaffirmé que la France était "prête sans attendre l'arrivée de la force des Nations unies à envoyer avec ceux de ses partenaires européens et africains qui le voudront une force de protection humanitaire destinée à assurer la sécurité des populations civiles qui ont échappé à l'extermination", a-t-il déclaré.

François Mitterrand a d'autre part effectué une mise au point sur le rôle joué par la France dans la crise rwandaise.

"Depuis le déclenchement des hostilités", elle a "tout fait pour éviter la reprise des combats, elle a mené une action diplomatique intense en vue d'un accord politique", a-t-il affirmé.

— "On ne peut plus attendre" —

Evoquant l'accord d'Arusha, qui scellait la réconciliation nationale et prévoyait l'organisation d'élections, il a souligné qu'aujourd'hui "tout le monde s'y réfère" et a dit avoir reçu "une lettre chaleureuse de remerciements des dirigeants du Front patriotique rwandais" qui mettent maintenant en cause l'action de la France.

"Dans chaque camp, certains ne voulaient pas de compromis. On a recherché l'élimination de ceux qui soutenaient la paix", a-t-il ajouté, soulignant qu'après la signature de l'accord, la France avait obtenu des Nations unies la relève de son contingent sur place.

L'attentat qui a coûté la vie aux présidents rwandais et burundais le 6 avril "a brisé, sans doute à dessein, ce fragile espoir et déclenché la reprise de combats barbares", a dit François Mitterrand. Il a rappelé qu'à la demande de la France, la résolution 918 des Nations unies prévoyait l'envoi d'une force de protection à Kigali.

Mais celle-ci n'étant pas encore mise en place, "les combats se sont poursuivis (...) désormais sans frein, de la façon la plus sauvage".

"On ne peut plus attendre, on le voit bien (...) Il y a donc une extrême urgence", a ajouté François Mitterrand pour expliquer l'initiative française.

Il avait rappelé auparavant avoir réuni un conseil des ministres restreint sur le Rwanda mercredi dernier après avoir appris qu'un cessez-le-feu avait été obtenu à Tunis et avoir chargé le ministre étranger, Alain Juppé, de faire part de l'initiative de la France. /MBA/FT

(c) Reuters Limited 1994